

# Fondation pour la Solidarité

## FICHE – PARTENARIAT

### 1. Le partenariat

*La question n°1* .....

.....

#### 1.1 Définition du type de partenariat (Spécifiez en quelques lignes) :

Il s'agit d'un partenariat entre le service réfugiés de la Caritas et les entreprises sociales d'insertion qui a été initié dans le cadre des procédures de régularisation des réfugiés en 2000/2001 .

La procédure de régularisation prévoyait entre autre que les personnes candidats à la régularisation de leur situation trouvent un emploi sous contrat à durée indéterminée avant la fin de la procédure. C'est pourquoi le service réfugiés a sollicité les structures actives dans l'insertion socioprofessionnelle pour les soutenir dans les démarches vers l'emploi reconnu.

#### 1.2 Composition du partenariat (Désignez les et spécifiez les) :

Service réfugié de la Caritas avec :

Co-labor s.c.

Polygone sàrl/Inter Actions asbl

Objectif Plein Emploi asbl ainsi que le réseau que OPE anime de 22 Centres d'Initiatives et de Gestion Local (CIGL)

Forum pour l'Emploi asbl

Pro-actif asbl

Jungen Heem asbl

Défi job asbl

RTPH asbl

#### 1.3 Date du début du partenariat :

novembre 2000

#### 1.4 Date de fin de partenariat :

novembre 2001 mais de nombreux contacts existent toujours

#### 1.5 Motivations initiales de lancement de ce partenariat par l'initiateur / par les partenaires (Désignez les et spécifiez les) :

# Fondation pour la Solidarité

De nombreuses personnes se trouvaient dans les conditions pour être régularisées cependant leur situation par rapport à l'emploi n'était pas clarifiée (travail au noir, contrat à durée déterminée, pas de contrat ni de travail) étant donné que cette condition était la plus importante dans le cadre de la procédure de régularisation, nous avons pris contact avec les structures actives au niveau de l'emploi des publics exclus. Nous leur avons demandé trois type de soutien :

- Engager sous contrat à durée indéterminée les personnes les plus éloignées de l'emploi;
- Engager à durée déterminée longue (2 ans) les personnes les plus employable;
- Ouvrir leur service d'aide à la recherche d'emploi au réfugié en procédure de régularisation.

Suivant leur possibilité, les différents partenaires ont répondu aux sollicitations, cela rentrait dans leur objectif général.

1.6 Objectifs du partenariat poursuivi par l'initiateur / par les partenaires (Désignez les et spécifiez les) :

Objectifs propres du partenariat selon l'initiateur / selon les partenaires (Désignez et spécifiez les) :

Finaliser une convention collective de travail au sein de la coopérative d'insertion Co-labor dont l'objectif pédagogique est double : rendre accessible le droit du travail aux personnes en insertion (plus particulièrement aux salariés étrangers qui ne possèdent pas le bagage référentiel du Luxembourg) et réaliser un exercice en grandeur nature de négociation syndicat-patronat qui permet de mieux comprendre le rôle que joue les différents organes

1.7 Objectifs propres du partenariat selon l'initiateur / selon les partenaires (Désignez et spécifiez les) :

1.8 Mise en œuvre du partenariat et ses étapes (Spécifiez en quelques lignes) :

1.9 Soutien publics ou privés au partenariat (Désignez les et spécifiez les) :

Non

1.10 Caractéristiques en ressources humaines du partenariat (Désignez les et spécifiez les) :

# Fondation pour la Solidarité

pas applicable Nous avons organisé des rencontres bilatérales avec les partenaires.

1.11 Caractéristiques financières du partenariat (Désignez les et spécifiez les) :

pas applicable

1.12 Périodicité de l'évaluation du partenariat (Désignez les et spécifiez les) :

sans objet. Cependant quand nous sommes sollicité par de nouveau cas nous avons plus facile pour orienter les demandes des réfugiés et nous pouvons vérifié si les structures sont encore dans la dynamique initiée par le partenariat.

1.13 Contrôle des objectifs du partenariat (Désignez les et spécifiez les) :

rien de formel mais le service réfugiés reste toujours disponible pour tout type de soutien (interprétation, ...)

1.4 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

non

# Fondation pour la Solidarité

## 2. Lieu du partenariat

2.1 Pays :

Luxembourg

2.2 Ville / village (Soulignez et spécifiez) :

Luxembourg

2.3 Commune / quartier (Soulignez et spécifiez) :

2.4 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Ce partenariat est informel, il résulte d'une collaboration entre le service Réfugiés de Caritas Luxembourg et quelques structures d'insertion socioprofessionnelle à titre d'exemple, nous illustrerons le partenariat avec Co-labor (impliqué dans ce projet et à l'origine de ce questionnaire). Caritas a entretenu le même type de partenariat avec quelques autres structures poursuivant des buts similaires à ceux de Co-labor, notamment Polygone, Objectif Plein Emploi et Forum pour l'Emploi.

## 3. Identités de l'initiateur du projet de partenariat

# Fondation pour la Solidarité

*La question n°3 doit permettre de donner l'identité de celui qui a eu l'idée de lancer ce partenariat, de celui qui a eu le rôle moteur au départ.*

3.1 Nom

Caritas Service Réfugiés

3.2 Adresse

29,rue Michel WELTER L-2730 Luxembourg

3.3 Téléphone

(+ 352) 40 21 31 - 1

3.4 E –mail

caritas@caritas.lu

3.5 Site internet

[www.caritas.lu](http://www.caritas.lu)

# Fondation pour la Solidarité

## 4. Identités des partenaires du partenariat

*La question n°4 doit permettre de donner l'identité de ceux qui ont accepté, sur proposition de l'initiateur, de se lancer dans le partenariat. L'idée de base qui sous-tend cette différence entre l'initiateur du projet de partenariat, d'un côté, et, de l'autre côté, les autres partenaires*

### 4.1 Nom

Co-labor s.c. (à titre d'exemple)

### 4.2 Adresse

105, route d'Arlon L – 1140 Luxembourg

### 4.3 Téléphone

(+ 352) 44 78 83 (Paul Delaunois)

### 4.4 E – mail

adm.pds@co-labor.coop

# Fondation pour la Solidarité

## 5. Secteur d'activités de l'initiateur du projet de partenariat

*La question n°5 doit permettre de voir dans quel secteur d'activités économiques et sociales évolue l'initiateur du projet du partenariat.*

5.1 L'initiateur du projet de partenariat a-t-il ses activités dans le secteur primaire ou secondaire ou tertiaire (Soulignez et spécifiez)

Le service Réfugiés fait partie de la confédération luxembourgeoise d'œuvres catholiques de charité et de solidarité.

5.2 Y a-t-il d'autres données significatives à relever et non couvertes par la question précédente et qui sont importantes à dire (oui ou non et expliquer) ?

A travers son aide aux réfugiés, Caritas Luxembourg s'engage pour et avec des personnes contraintes de quitter leur pays et cherchant refuge au LuxembourgLuxembourg

- en offrant un accueil, un accompagnement, une médiation vis-à-vis de tiers et la défense des droits élémentaires de la personne et
- en agissant avec d'autres pour une politique d'asile et d'immigration qui contribue à une société ouverte et plus juste au Luxembourg comme ailleurs

# Fondation pour la Solidarité

## 6. Secteur d'activités des partenaires du partenariat

*La question n°-6 doit permettre de voir dans quel secteur d'activités économiques et sociales évoluent les autres partenaires du projet du partenariat.*

6.1 Les autres partenaires du projet de partenariat ont-ils leurs activités dans le secteur primaire ou secondaire ou tertiaire (Soulignez et spécifiez)

entreprises d'insertion socio-professionnelle

6.2 Y a-t-il d'autres données significatives à relever et non couvertes pas la question précédente et qui sont importantes à dire (oui ou non et expliquer) ?

# Fondation pour la Solidarité

## 7. Particularités de l'initiateur du projet de partenariat

*La question n°7 doit permettre de voir si des données étrangères ou contextuelles au lancement du partenariat et à sa mise en œuvre - situation économique et financière, situation de l'emploi, situation géographique – ont eu une influence pour le lancement et la mise en œuvre du projet de partenariat pour et par l'initiateur du projet*

### a. situation économique et financière

a. 1 Capital de départ :

non communiqué

a. 2 Chiffres d'affaires ou Budget de fonctionnement :

Caritas Luxembourg : 11,2 millions €  
Service réfugiés : 603'703 € pour l'année 2002/03

a. 2 Total de l'actif :

a. 3 Subventions internationales / subventions nationales / subventions régionales. (Soulignez et désignez les) :

Subventions européennes 2002/03 : 16%  
Subventions nationales 2002/03 : 52%

a. 4 Hauteur des subventions par rapport au capital de départ / au chiffres d'affaires ou budget de fonctionnement / au total de l'actif (Soulignez et spécifiez) :

Budget annuel : 68 %

a. 5 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

# Fondation pour la Solidarité

Voir sur le site [www.caritas.lu](http://www.caritas.lu) rubrique news et actualité, rubrique rapport d'activité

## **b. situation de l'emploi : Caritas-Lux**

### **b. 1 Nombre de personnes employées :**

54 salariés et de très nombreux bénévoles

### **b. 2 Statut des personnes employées :**

55 CDI, 25 CDD, 20 Contrat aidé

### **b. 3 Composition par nationalité :**

80% luxembourgeois, 20% étrangers, 9 nationalités différentes

### **b. 4 Composition par tranche d'âge :**

non communiqué

### **b. 5 Composition par sexe :**

61 %, hommes : 39 %

### **b. 6 Taux d'affiliation :**

donnée inconnue

### **b. 7 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :**

Emploi dans le Service Réfugiés : 12 personnes

# Fondation pour la Solidarité

## c. situation géographique

c. 1 Dans une zone urbaine / dans une zone rurale / dans une zone industrielle (Soulignez et spécifiez) :

Luxembourg, ville

c. 2 Dans une zone à forte concentration humaine / à moyenne concentration humaine / à faible concentration humaine (Soulignez et spécifiez) :

80.000 habitant (ville) 450.000 habitants (pays)

c. 3 Dans une zone à forte concentration de population immigrée / à moyenne concentration de population immigrée / à faible concentration de population immigrée (Soulignez et spécifiez)

167.000 immigrés soit 37, 6% de la population totale (essentiellement en provenance de EU 15)

100.000 travailleurs frontaliers

Au niveau de la situation sur le marché du travail :

c. 4 Au niveau de la situation sur le marché du travail :

38% de luxembourgeois et 62% d'étrangers.

c. 5 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

3'200 réfugiés

## d. caractéristiques environnementales

**d. 1 conditions d'accès à l'embauche :** pour Caritas, ( pour le Luxembourg voir fiche CoLab syndicats).

d. 1. 1 Conditions de nationalité (Affirmation ou négation et spécifiez):

# Fondation pour la Solidarité

non
d. 1. 2 Conditions de diplôme national (Affirmation ou négation et spécifiez):
non
d. 1. 3 Conditions de reconnaissance des diplômes (Affirmation ou négation et spécifiez) :
les diplômes sont reconnus
d. 1. 4 Conditions de reconnaissance des formations professionnelles (Affirmation ou négation et spécifiez) :
d. 1. 5 Conditions particulières aux ressortissants communautaires et à ceux de l'EEE (Affirmation ou négation et spécifiez):
non
d. 1. 6 Conditions linguistiques (Affirmation ou négation et spécifiez) :
Oui , pour les postes en général : les trois langues usuelles plus certaines spécificités par exemple dans le service réfugié pour assurer le contact avec les populations (ex-yougoslavie, portugais, ...).
d. 1. 7 Conditions géographiques (Affirmation ou négation et spécifiez):
non
d. 1. 8 Conditions fiscales (Affirmation ou négation et spécifiez) :
non
d. 1. 9 Conditions légales (Affirmation ou négation et spécifiez):
Permis de travail et permis de séjour pour les non ressortissants de l'UE.

# Fondation pour la Solidarité

d. 1. 10 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

## **d. 2 conditions légales de lutte contre les discriminations négatives**

d. 2. 1 Existe-t-il un cadre légal national / régional / local (Soulignez et spécifiez) :

(voir fiche CoLab Syndicats)

d. 2. 2 Ce cadre légal, au différent niveau de pouvoir, est-il accompagné de mesures financières (Soulignez et spécifiez) :

(voir fiche CoLab Syndicats)

d. 2. 3 Avez eu recours à ce cadre (Affirmation ou négation) :

(voir fiche CoLab Syndicats)

d. 2. 4 Les raisons sont-elles politiques / sociales / culturelles / économiques / médiatiques (Soulignez et spécifiez) :

(voir fiche CoLab Syndicats)

d. 2. 5 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

(voir fiche CoLab Syndicats)

## **d. 3 mesures des autorités publiques favorisant l'intégration des populations immigrées**

d. 3. 1 Existe-t-il un cadre légal national / régional / local (Soulignez et spécifiez) :

(voir fiche CoLab Syndicats)

# Fondation pour la Solidarité

d. 3. 2 Ce cadre légal, au différent niveau de pouvoir, est-il accompagné de mesures financières (Soulignez et spécifiez) :

(voir fiche CoLab Syndicats)

d. 3. 3 Avez eu recours à ce cadre (Affirmation ou négation) :

(voir fiche CoLab Syndicats)

d. 3. 4 Les raisons à ce recours à ce cadre sont-elles politiques / sociales / culturelles / économiques / médiatiques (Soulignez et spécifiez) :

(voir fiche CoLab Syndicats)

d. 3. 5 Ce cadre légal, au différent niveau de pouvoir, est-il accompagné de mesures financières (Désignez les et spécifiez-les) :

(voir fiche CoLab Syndicats)

d. 3. 6 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

(voir fiche CoLab Syndicats)

## **e. politique de responsabilité sociale de l'initiateur du projet de partenariat**

e. 1 A-t-il développé une politique de responsabilité sociale (Affirmation ou négation et spécifiez les raisons) :

Oui.

Caritas en général et son service réfugié en particulier prennent en compte des aspects sociaux, notamment pour une meilleure prise en compte des plus démunis.

e. 2 A-t-il à son actif un label social, un code de bonne conduite, des bilans sociaux, etc. (Soulignez et spécifiez) :

Non.

# Fondation pour la Solidarité

e. 3 Participe-t-il à des programmes d'intérêt social au plan européen, national, régional, local (Affirmation ou négation, soulignez et spécifiez)

Oui.

Européen: Participe aux activités de la confédération CARITAS au niveau européen et mondial.

National: Participe à différents programmes nationaux ainsi qu'à des plate-forme de réflexion notamment en faveur d'une prise en compte plus humaine des réfugiés.

e. 4 Participe-t-il à des programmes d'intérêt économique au plan européen, national, régional, local (Affirmation ou négation, soulignez et spécifiez) :

e. 5 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

# Fondation pour la Solidarité

## 8. Particularités de l'initiateur du projet de partenariat

*La question n°8 doit permettre de voir si des données étrangères ou contextuelles au lancement du partenariat et à sa mise en œuvre - situation économique et financière, situation de l'emploi, situation géographique – ont eu une influence pour la mise en œuvre du projet de partenariat pour les partenaires du projet .*

Nous avons travaillé dans le cadre de ce partenariat avec des structures d'économie sociale et solidaire.

Ces structures sont toutes bien établies au Luxembourg, depuis de longues années. Elles bénéficient d'une bonne renommées et du soutien des pouvoirs publics luxembourgeois.

A titre d'exemple veuillez vous reporter à la fiche concernant co-labor.

Nous ne sommes pas en mesure de décrire les 12 structures avec lesquelles nous avons travaillé.

### a. situation économique et financière

a. 1 Capital de départ :

a. 2 Chiffres d'affaires ou Budget de fonctionnement :

a. 2 Total de l'actif :

a. 3 Subventions internationales / subventions nationales / subventions régionales. (Soulignez et désignez les) :

# Fondation pour la Solidarité

a. 4 Hauteur des subventions par rapport au capital de départ / au chiffres d'affaires ou budget de fonctionnement / au total de l'actif (Soulignez et spécifiez) :

a. 5 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

## **b. situation de l'emploi**

b. 1 Nombre de personnes employées :

b. 2 Statut des personnes employées :

b. 3 Composition par nationalité :

b. 4 Composition par tranche d'âge :

b. 5 Composition par sexe :

b. 6 Taux d'affiliation :

# Fondation pour la Solidarité

b. 7 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

## c. situation géographique

c. 1 Dans une zone urbaine / dans une zone rurale / dans une zone industrielle (Soulignez et spécifiez) :

c. 2 Dans une zone à forte concentration humaine / à moyenne concentration humaine / à faible concentration humaine (Soulignez et spécifiez) :

c. 3 Dans une zone à forte concentration de population immigrée / à moyenne concentration de population immigrée / à faible concentration de population immigrée (Soulignez et spécifiez)

c. 4 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

## d. caractéristiques environnementales

### d. 1 conditions d'accès à l'embauche

d. 1. 1 Conditions de nationalité (Affirmation ou négation et spécifiez):

non

d. 1. 2 Conditions de diplôme national (Affirmation ou négation et spécifiez):

# Fondation pour la Solidarité

non
d. 1. 3 Conditions de reconnaissance des diplômes (Affirmation ou négation et spécifiez) :
si reconnu au Luxembourg par le Ministère de l'Education Nationale
d. 1. 4 Conditions de reconnaissance des formations professionnelles (Affirmation ou négation et spécifiez) :
variable
d. 1. 5 Conditions particulières aux ressortissants communautaires et à ceux de l'EEE (Affirmation ou négation et spécifiez):
non
d. 1. 6 Conditions linguistiques (Affirmation ou négation et spécifiez) :
non (avantage si maîtrise d'une des langues usuelles du pays)
d. 1. 7 Conditions géographiques (Affirmation ou négation et spécifiez):
non
d. 1. 8 Conditions fiscales (Affirmation ou négation et spécifiez) :
non
d. 1. 9 Conditions légales (Affirmation ou négation et spécifiez):
autorisation de travail, ou de séjour
d. 1. 10 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :
non
<b>e. politique de responsabilité sociale de l'initiateur du projet de partenariat</b>

# Fondation pour la Solidarité

e. 1 A-t-il développé une politique de responsabilité sociale (Affirmation ou négation et spécifiez les raisons) :

En général il y a une réflexion souvent informelle.

e. 2 A-t-il à son actif un label social, un code de bonne conduite, des bilans sociaux, etc. (Soulignez et spécifiez) :

pas d'information

e. 3 Participe-t-il à des programmes d'intérêt social au plan européen, national, régional, local (Affirmation ou négation, soulignez et spécifiez)

Certaines structures participent à des projets européens

e. 4 Participe-t-il à des programmes d'intérêt économique au plan européen, national, régional, local (Affirmation ou négation, soulignez et spécifiez) :

non

e. 5 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

# Fondation pour la Solidarité

## 9. Benchmarking

*La question n°9 doit permettre.....*  
.....

9.1 Ce partenariat a-t-il modifié l'environnement social de l'initiateur du partenariat (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Cela a ouvert certaines collaborations avec des structures que nous connaissions mais avec lesquelles nous ne travaillions pas.

9.2 Ce partenariat a-t-il modifié l'environnement social des partenaires du partenariat (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Pas particulièrement car tous les partenaires étaient déjà en contact avec des réfugiés et connaissaient leur situation spécifique au Luxembourg.

9.3 Ce partenariat a-t-il modifié l'environnement économique de l'initiateur du partenariat (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Non.

9.4 Ce partenariat a-t-il modifié l'environnement économique des partenaires du partenariat (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Non.

9.5 Ce partenariat a-t-il sensibilisé les autorités publiques européennes, nationales, régionales, locales (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Oui, le partenariat a soutenu les appels du collectifs réfugiés pour une prise en compte plus humaine du sort des réfugiés.

9.6 Y a-t-il d'autres paramètres significatifs à relever (Affirmation ou négation et spécifiez) :

Non.

# Fondation pour la Solidarité

## L'engagement au service des réfugiés

Pour la période de septembre 2002 à août 2003, quelque 1003 demandes d'asile ont été enregistrées au Luxembourg, contre 389 l'an dernier.

Cette évolution très nette oblige le Service Réfugiés de Caritas à un engagement toujours aussi déterminé et professionnel en faveur de ces personnes, hommes, femmes, enfants venant solliciter la protection au Luxembourg après avoir fui les dangers dans leur pays. Les tâches poursuivies par le personnel du Service Réfugiés visent à accompagner le réfugié dans son quotidien et à lui procurer un mieux-être au Luxembourg. Pour cela, les interventions se font dans les domaines aussi nombreux et divers que l'introduction d'une demande d'asile, l'assistance sociale au sens large et l'intégration au pays à travers une bonne scolarisation, la recherche d'un emploi, d'un logement, l'aide administrative etc.



## Assistance aux personnes régularisées en 2002/2003

Parmi les conditions à remplir par les personnes régularisées, celle d'un emploi stable et d'un logement autonome a été assez rapidement remplie. Or, celle de se voir accorder un passeport national valable s'est souvent avérée comme insurmontable. La plupart du temps s'agit-il de personnes originaires du Kosovo dont de nombreuses démarches auprès de leur ambassade n'ont toujours pas abouti et ce malgré des demandes introduites depuis parfois 12 à 18 mois.

Le Service Réfugiés a constitué un dossier bien documenté pour chaque cas recensé et l'a remis aux mains des autorités luxembourgeoises compétentes. A titre d'exemple : Une mère, élevant seule ses quatre enfants après la mort tragique du père tué au Kosovo par la police, est toujours privée d'un passeport national. Ainsi, il est d'autant plus urgent que les autorités luxembourgeoises trouvent une solution adéquate afin de sortir ces personnes de l'impasse administrative (p.ex : impossibilité de s'inscrire à la commune, de percevoir les allocations familiales etc.).

## Le sort des minorités ethniques

La situation des demandeurs d'asile déboutés est davantage précaire s'ils font partie d'une minorité ethnique (Serbes orthodoxes, musulmans slaves, Gorani, etc.). Dès lors, cette problématique a été au centre des préoccupations du Service Réfugiés, car s'ils étaient rapatriés, ces personnes seraient sujettes à des discriminations et des menaces dans leurs pays d'origine.

Les recherches d'informations sur la situation au Kosovo et sur la politique des gouvernements européens en matière de retour au Kosovo, de nombreux contacts avec les ONG internationales et la collecte des témoignages, a permis de constituer un dossier solide qui a été présenté au ministre de la justice.

Mis à part l'assistance aux personnes régularisées et la problématique liée aux minorités ethniques, le Service Réfugiés s'est principalement concentré sur l'intégration sociale et professionnelle des réfugiés. Citons dès lors, les deux projets principaux de la période de septembre 2002 à août 2003 ayant largement permis de se rapprocher de cet objectif.

## Cours de luxembourgeois

# Fondation pour la Solidarité

Le Centre de rencontre multiculturel OASIS est un espace de vie, censé susciter et stimuler la rencontre et la proximité par le biais d'activités socioculturelles et éducatives. Parmi ces activités, l'on compte notamment depuis 1998 l'offre de cours de langue française et allemande aux résidents de Wiltz et environs. En 2003, un cours de langue luxembourgeoise a pu être introduit sous la demande pressante des intéressés. Il a vu la participation régulière et motivée d'une vingtaine de personnes d'origines et de milieux différents ayant pris conscience de la nécessité incontournable d'apprendre la langue maternelle de leur pays d'accueil. Au fil des séances, ces cours peuvent se prévaloir d'une grande valeur pédagogique allant au-delà de l'apprentissage linguistique. Ce cours vient, d'ailleurs, de se voir décerner, à l'image des cours précédents, le label de qualité par le Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, qui soutient financièrement l'ensemble des cours de langues dispensés par le Centre OASIS et qui ont accueilli cette année pas moins de 93 apprenants assidus et motivés.



## Stages d'initiation professionnelle

Cofinancé par le Fonds européen pour les Réfugiés et le ministère de la Famille, le projet « Passepartout » propose un travail d'accompagnement à quelque 500 jeunes réfugiés sur leur chemin d'intégration. Ce travail comprend entre autres la possibilité de s'inscrire dans une formation professionnelle et apporte un soutien lors de la recherche d'un patron de stage.



La loi telle qu'elle existe actuellement n'autorise pas les jeunes demandeurs d'asile à entamer un apprentissage. Agés tout juste de 16 ans, ils se retrouvent donc bloqués dans leur cursus scolaire et doivent quitter l'école. Par le biais du projet « Passepartout », un système permettant aux jeunes demandeurs d'asile et réfugiés de commencer une initiation professionnelle a été mis en place. Pendant des stages de six mois renouvelables, cette initiation tend à les préparer aux exigences des différentes professions. En principe, ils pourraient, s'ils terminent un cycle complet (qui varie d'une à trois années en fonction de la profession choisie) demander leur admission pour se présenter aux épreuves du Certificat de capacité manuelle (CCM), Certificat d'initiation technique et professionnelle (CIT) ou Certificat d'aptitude technique professionnelle (CATP). A ce jour, 111 jeunes âgés de 16 à 25 ans ont pu bénéficier de ce programme à travers une convention signée par le stagiaire lui-même, le lycée, le patron de stage et la Caritas. On retrouve parmi les formations entreprises : les métiers du bâtiment, les métiers du secteur Horesca, mais aussi les métiers liés à la vente, à la coiffure, au secrétariat, etc. Ainsi, les jeunes poursuivent désormais leur scolarité et se forment pour leur avenir, indépendamment du fait qu'ils restent au Luxembourg ou qu'un jour ils repartent dans leur pays d'origine : leurs savoirs faire professionnels seront acquis !